

NOTE: Tous les documents sont sous embargo jusqu'au 26 octobre 2010



La tolérance zéro envers la corruption doit être une priorité dans le cadre des réponses apportées aux crises mondiales

Berlin, le 26 octobre 2010 – Malgré l'investissement de sommes importantes par les divers gouvernements à travers le monde pour faire face aux problèmes les plus urgents allant de l'instabilité des marchés financiers au changement climatique et à la pauvreté, la corruption reste un obstacle pour accomplir des progrès vraiment nécessaires selon l'*Indice de perception de la corruption (IPC) 2010* de Transparency International, une mesure de la corruption du secteur public pays par pays, publié aujourd'hui.

L'Indice de perception de la corruption 2010 montre que près des trois quarts des 178 pays composant l'indice ont un score inférieur à 5, sur une échelle allant de 10 (haut niveau d'intégrité) à 0 (haut niveau de corruption), ce qui démontre la gravité du problème.

« Ces résultats indiquent que des efforts beaucoup plus importants doivent être accomplis vers le renforcement de la gouvernance à travers le monde. Lorsque les moyens de subsistance d'un si grand nombre de personnes sont en jeu, les engagements des gouvernements envers l'anti-corruption, la transparence et la redevabilité doivent se traduire par des actions concrètes. La bonne gouvernance est un élément essentiel de la solution aux problèmes de politique mondiale auxquels sont confrontés les gouvernements », a déclaré Huguette Labelle, Présidente de Transparency International (TI).

Pour relever ces défis, il est nécessaire que les gouvernements mettent en place des mesures anti-corruption dans toutes les sphères, depuis leurs réponses à la crise financière et au changement climatique jusqu'aux engagements de la communauté internationale à éradiquer la pauvreté. Transparency International plaide pour une mise en œuvre plus stricte de la Convention des Nations Unies contre la Corruption, la seule initiative internationale offrant un cadre permettant de mettre fin à la corruption.

« Tolérer la corruption est inacceptable : trop de personnes pauvres et vulnérables continuent de souffrir de ses conséquences à travers le monde. Il faut davantage de respect des lois et réglementations existantes. Il ne devrait y avoir aucun refuge pour les corrompus ou leur argent », a ajouté Mme Labelle.

Indice de perception de la corruption : les résultats

Dans l'IPC 2010, le Danemark, la Nouvelle-Zélande et Singapour se retrouvent en haut du tableau avec un score de 9,3. Les gouvernements instables, souffrant souvent de l'héritage de conflits, continuent à dominer le bas du tableau. L'Afghanistan et le Myanmar se partagent l'avant-dernière place, avec un score de 1,4, et la Somalie arrive dernière avec 1,1.

NOTE: Tous les documents sont sous embargo jusqu'au 26 octobre 2010

Lorsque les enquêtes sources pour des pays individuels restent inchangées, et quand ils sont corroborés par plus de la moitié de ces sources, de réels changements de perception peuvent être constatés. Selon ces critères, il est possible d'établir une amélioration des scores entre 2009 et 2010 pour le Bhoutan, le Chili, l'Équateur, l'ARY de Macédoine, la Gambie, Haïti, la Jamaïque, le Koweït et le Qatar. Parallèlement, on observe un déclin des scores sur la même période pour la République Tchèque, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, Madagascar, le Niger et les États-Unis.

Conséquences financières

On remarquera que parmi les pays dont le score a diminué depuis l'année dernière, certains font partie des plus affectés par une crise financière précipitée par le manque de transparence et d'intégrité. Parmi ceux dont le score a augmenté au cours de cette même période, l'absence générale des états appartenant à l'OCDE souligne le fait que toutes les nations doivent améliorer leurs mécanismes de bonne gouvernance.

L'évaluation par TI de 36 pays industrialisés signataires de la convention anti-corruption de l'OCDE interdisant les pots-de-vin aux hauts fonctionnaires étrangers, révèle que 20 d'entre eux n'appliquent pas ou peu ces règles, envoyant ainsi un signal négatif concernant leur engagement à limiter les pratiques de corruption. La corruption internationale, en flux considérable, continue d'empoisonner des états naissants, sapant leurs efforts pour construire et renforcer leurs institutions, protéger les droits de l'homme et améliorer les moyens de subsistance de leur population.

« Les résultats de l'IPC cette année montrent à nouveau que la corruption est un problème international qui doit être traité par des réformes politiques mondiales. Il est fort louable que le G20, en quête d'une réforme financière, ait pris de solides engagements envers la transparence et l'intégrité avant le sommet de novembre à Séoul », a commenté Mme Labelle. « Mais le processus de réforme en lui-même doit être accéléré. »

TI appelle le G20 à exercer plus de surveillance sur les gouvernements ainsi qu'à la transparence publique dans toutes les mesures prises pour réduire les risques systémiques et les opportunités de corruption et de fraude dans le secteur public comme dans le secteur privé.

Le message est clair : dans le monde entier, la transparence et la redevabilité sont essentielles pour rétablir la confiance et renverser la vague de corruption. Sans elles, les solutions politiques globales aux nombreuses crises mondiales sont en danger.

#

Transparency International est une organisation mondiale de la société civile menant la lutte contre la corruption

Note aux rédacteurs : L'IPC est un indice composite, fondé sur 13 différentes enquêtes menées auprès d'experts et d'hommes d'affaires. Les enquêtes source pour l'IPC 2010 ont été réalisées entre janvier 2009 et septembre 2010.

Contact médias

NOTE: Tous les documents sont sous embargo jusqu'au 26 octobre 2010

Deborah Wise Unger

Tél : +49 30 34 38 20 662 ou

+49 30 34 38 20 666

E-mail : press@transparency.org